

“Sí a España, pero...”

Source: “Oui à l’Espagne, mais...” , CPPE-1655, Archivo Histórico de la Unión Europea, Instituto Universitario Europeo. Florencia.

Copyright: Archives historiques de l’Union européenne

URL: http://www.cvce.eu/obj/si_a_espana_pero-fr-31db788a-69b0-4579-8eff-760b7b0b747d.html

Date de dernière mise à jour: 06/02/2014



Tribune libre

Oui à l'Espagne, mais...

M. FRANÇOIS MAITIA exprime le sentiment du Parti socialiste au Pays Basque :

L'élargissement de la communauté économique européenne fait couler beaucoup d'encre. Parmi les prises de position, certaines très fermement tranchées dénotent simplement une absence de réalisme, d'autres un égoïsme-frioleux.

L'Europe est née du hasard, celui d'un rapport de forces et du conflit des armes. L'arrivée dans le Marché commun en 1972 de trois pays nouveaux (Danemark, Irlande, Grande-Bretagne) est due plus de leur part à des raisons économiques que politiques. On le constate encore aujourd'hui car, dès lors qu'il y a compétition ou obstacle, la réalité politique s'estompée. Le comportement de la Grande-Bretagne le démontre aisément.

La demande de l'Espagne est inverse. Elle est motivée par un choix politique et la difficulté reste économique ou commerciale. En adhérant à la C.E.E., l'Espagne devra renoncer à un accord très favorable pour elle et très désavantageux pour la France par exemple. A l'heure actuelle, les accords Chirac de 1970, toujours en vigueur, protègent les produits espagnols par un droit de douane allant jusqu'à 17 % alors que les produits français sont sévèrement concurrencés puisque les droits frappant ces mêmes produits ne sont à l'entrée en France que de 3 %.

Or ce pays demande à entrer dans le Marché commun. Il sait que cela aura pour conséquence de détruire sa protection douanière. Il sait que cela devra entraîner un rétablissement dans bien des secteurs de conditions normales de concurrence, qu'il devra s'engager dans la voie d'une harmonisation des salaires, des charges sociales, des charges financières, qu'il devra signer, et respecter, des accords relatifs à la suppression des aides anormales à l'exportation, etc.

Il faut que l'Espagne et ses peuples aient des raisons impérieuses

pour aller dans ce sens. Ces raisons sont politiques.

Accédant à la démocratie, l'Espagne doit éprouver une difficulté d'être après quarante ans de dictature et elle a besoin d'être comprise, aidée, soutenue. Tant de vies ont été sacrifiées, tant de sang a coulé ! Nous ne pouvons être insensibles à l'appel. L'Europe ne doit pas être simplement affaire de gros sous. Et les socialistes n'entendent pas échapper aux devoirs qu'impose leur solidarité devant l'Histoire. Tout les invite politiquement à dire oui à l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun. Mais tout les invite aussi à considérer avec gravité les conditions économiques hors desquelles il ne leur serait pas possible de ratifier l'élargissement.

La réalité européenne actuelle laisse en effet planer des craintes nombreuses et l'élargissement sans condition présente des risques. Car quelle sera la nature de cette Europe ? Là est toute la question.

En ce moment, l'Europe se résume en une zone de libre échange limitée, protégée par une politique tarifaire au sein d'une union douanière, plus le marché agricole. Elle est très largement dominée par les sociétés multinationales que les Etats ne peuvent ou ne veulent contrôler. Celles-ci réclament une zone de libre échange universelle et l'élargissement indéfini de l'Europe y conduirait inévitablement.

L'Europe est à construire et les socialistes veulent réussir cette construction en changeant son contenu économique, social et politique. Animés par ce souci, la demande actuelle d'élargissement de la C.E.E. nous incite à formuler des préalables et les réponses qui leur seront données motiveront en définitive notre choix final. Ce n'est là ni le oui hâtif giscardien ni le non jamais chiraquien et communiste, mais une attitude constructive vis-à-vis des problèmes posés.

Je n'aborderai pas, l'ensemble de ces préalables. J'en retiendrai deux qui sont à mes yeux fondamentaux. L'un concerne la politique agricole : rien ne sera réglé si ne sont pas immédiatement prises les dispositions qui permettront de garantir les revenus agricoles et d'améliorer les conditions de vie et de travail des producteurs. A cet égard, le P.S. demande de façon précise et ferme l'institution d'offices par produits qui pourraient s'inspirer du premier office créé, l'office du blé, dont les professions intéressées se réjouissent aujourd'hui qu'il ait pu fonctionner avec tant d'avance sur son temps, grâce à l'initiative d'un gouvernement à direction socialiste. De la même façon pour interdire les spéculations sur les monnaies, pourquoi l'Europe ne se doterait-elle pas d'un système de prix minima, vérifiés aux frontières, dans la monnaie officielle du pays d'importation ? Cela serait de loin préférable au système actuel des monnaies vertes qui maintiennent les prix agricoles français, artificiellement, 20 % au-dessous du niveau auquel ils devraient être, et de celui des montants compensatoires.

L'autre concerne la politique régionale. Il y aurait fort à dire. Disons simplement qu'en l'état actuel des choses notre région serait dans l'incapacité de faire face à une entrée brusque de l'Espagne dans le Marché commun. Si cela était, nous risquerions de devenir la voie de desserte de l'Espagne pour des richesses et des hommes qui ne feraient que passer. Les visites de ministres dans notre région, cela ne suffit pas, les discours sur le plan décennal pour le grand Sud-Ouest non plus. Le président de la République lui-même constate avec lucidité que vingt années de politique d'aménagement du territoire n'ont pas apporté de réponse satisfaisante à notre sous-emploi industriel. Le constat ne suffit pas, il faut des actes témoignant d'une volonté ferme d'accélérer une véritable politique de développement régional.